

Spécial CO-Psy

SUD éducation soutient toutes les actions engagées contre la régionalisation par les personnels des services d'orientation et appelle l'ensemble des CIO à rejoindre le mouvement de contestation pour la défense du service public d'éducation.

Tous ensemble contre la régionalisation

En suspendant toutes leurs activités en établissement scolaire, les COPsy et directeurs de CIO montrent ce qui attend les élèves, les parents, les enseignants, les CPE et les chefs d'établissement dès l'an prochain (Jean-Pierre Raffarin a prévu les transferts dès janvier 2004). Cette forme de lutte, avec la campagne d'information qui l'accompagne, est une première étape vers la construction d'un réel rapport de force pour contraindre le gouvernement à rebrousser chemin. Cette solidarité dans l'action doit renforcer la volonté de tous d'être plus offensif. Lutter contre la régionalisation, cela doit aussi passer par des journées de manifestations et de grèves, avec convergence des revendications. C'est avec les assistants de service sociaux, avec les TOS, avec les médecins scolaires, catégories concernées par la décentralisation, qu'il faut lutter. Mais c'est aussi avec tous les personnels qu'il faut s'engager et notamment là où des mouvements forts et reproductibles s'organisent. C'est, enfin, la politique générale du gouvernement de laminage des services publics qu'il faut combattre.

Tous unis face à un gouvernement sans pitié

Un ministre qui se disait non demandeur de régionalisation (Luc Ferry connaît-il d'ailleurs ses dossiers et notamment les missions éducatives des COPsy et des CIO ?), des régions très partagées et finalement peu intéressées, aucune consultation des personnels et des usagers, pas d'expérimentation, la stratégie du gouvernement est claire : absence totale de dialogue social. Jean-Pierre Raffarin n'a qu'un souci : affaiblir au plus vite le service public, répondre aux injonctions d'une Union Européenne économiquement plus libérale que jamais et ouvrir de nouveaux marchés pour le secteur privé, notamment celui, gigantesque, de l'éducation, sous les applaudissements du MEDEF. C'est la même logique qui pousse au transfert de compétences des services d'orientation vers les régions : être, non pas à proximité des élèves et de leur famille, mais à proximité des besoins des employeurs locaux.

NON à la fin du métier de conseiller d'orientation psychologue.
NON à la fin du service public d'orientation dans l'éducation nationale
NON à l'éclatement du service public d'éducation

- Journée d'action nationale à Paris le jeudi 27 mars, avec les TOS, les assistants de services sociaux, les médecins scolaires
- Journée d'action nationale service public le jeudi 3 avril
La riposte passe par l'organisation d'un mouvement fort et reproductible